

REPUBLIQUE DE GUINEE

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

COMITE DE PILOTAGE

SECRETARIAT EXECUTIF ITIE-GUINEE

NOTE DE PRESENTATION DU PLAN DE TRAVAIL ET
BUDGET ANNUEL
(PTBA 2014)

I. INTRODUCTION :

Le point 1.4 de l'exigence N°1 de l'ITIE mentionne que le Groupe multipartite est tenu de disposer d'un plan de travail dûment chiffré et conforme aux délais de déclaration et de validation des rapports fixés par le Conseil d'administration de l'ITIE INTERNATIONALE. Ce plan de travail doit comporter la définition des objectifs de mise en œuvre du processus liés aux principes de l'ITIE et refléter les priorités nationales du secteur des industries extractives.

A ce titre, le Groupe multipartite privilégie la recherche de solutions novatrices renfermant l'extension de la mise en œuvre du processus qui permettront d'améliorer l'exhaustivité des rapports ITIE et l'information du public en ce qui concerne les recettes, et qui encourageront l'adoption de normes élevées de transparence et de responsabilité dans la vie publique, les activités gouvernementales et les affaires.

Cette initiative constitue une réponse à la norme internationale susvisée, dont le but est :

- d'assurer la transparence des paiements et des revenus générés par les industries extractives ;
- de rendre cette information accessible à la société civile et au grand public ;
- de favoriser donc le bon usage de cette richesse afin qu'elle soit un moteur de la croissance économique ;
- de contribuer au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

A la lumière de ce qui précède, le Groupe Multipartite de l'ITIE-GUINEE se fixe pour :

- 1. Objectif global :** atteindre un niveau élevé de transparence dans le secteur extractif en République de Guinée. à travers la récapitulation et l'analyse de l'ensemble des défis et obstacles aux buts mentionnés ci-dessus, la formulation pour chacun d'eux d'une stratégie particulière, permettant de poursuivre et renforcer la mise en œuvre du processus ITIE et d'impliquer les acteurs et parties prenantes dans la recherche et la mise

en œuvre des solutions qui prennent en compte la chaîne des valeurs de l'ITIE.

2. Objectifs Spécifiques : Les objectifs spécifiques du plan de travail sont les suivants :

- 2.1. La collecte et la réconciliation des paiements effectués par les entreprises minières et des revenus perçus par les administrations se déroulent conformément aux règles de l'ITIE ;
- 2.2. L'information relative à la collecte et à la réconciliation des paiements et des revenus est disponible et accessible au grand public y compris la publication;
- 2.3. Les projets de développement local réalisés grâce aux revenus provenant de l'extraction minière sont débattus et adoptés selon les règles de la démocratie et de la transparence.

La voie pour l'atteinte de ces objectifs s'articule sur les huit (8) axes ci-après :

- i. Produire et publier les rapports portant sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements et des revenus, selon la norme ;
- ii. Atteindre la conformité à la nouvelle norme ITIE;
- iii. Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication et de dissémination des rapports ;
- iv. Renforcer les capacités des parties prenantes sur le processus ITIE ;
- v. Améliorer la performance du Secrétariat Exécutif et du Comité de Pilotage ;
- vi. Améliorer le cadre légal et la transparence des contrats et licences ;
- vii. Suivre la distribution des revenus ;
- viii. Suivre la gestion des dépenses.

Les axes spécifiques i à v sont déclinés dans le plan de travail 2014 et les axes vi à viii seront abordés dans le plan de travail 2014 post- validation.

Dans ce cadre, le Groupe Multipartite, en sa session du 25 Février 2014, a pris la décision de mettre en place une commission chargée de l'amélioration du PTBA 2014 et l'a instruit de se projeter au-delà de cette période, en préparant un plan de travail triennal pour la période 2015, 2016 et 2017 conforme à la nouvelle norme.

II. FINANCEMENT :

En application des principes de l'ITIE INTERNATIONALE : « **les obligations pour les Etats à démontrer le degré de leur adhésion au processus de l'ITIE consistent à faire figurer dans leurs budgets nationaux, les financements nécessaires à soutenir les plans d'actions qui alimentent les activités à travers le Comité de Pilotage et les Commissions Opérationnelles** », le Gouvernement guinéen a pu mobiliser d'importantes

ressources, grâce à la volonté politique exprimée par le Président de la République, de diligenter la couverture du gap de financement nécessaire.

Conséquemment et tenant compte des contraintes et l'urgence liées à la validation, le Gouvernement a mis à la disposition de l'ITIE-GUINEE le montant de **637 000 USD** dont le solde au 31 décembre 2013 est de **599 679, 21 USD**. Ce solde est reporté sur l'exercice 2014.

Outre les dotations budgétaires annuelles de l'Etat Guinéen, l'ITIE-GUINEE, bénéficie de dons provenant des partenaires au développement dont :

1. le Groupe de la Banque Mondiale (IDA N°H-804 GUI), à travers le PAGSEM (Projet d'Appui à la Gouvernance du Secteur Minier),
2. le Groupe de la Banque Africaine de Développement (FAD N°2100155019716), à travers le PARCGEF (Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de Gestion Economique et Financière).

Elle bénéficie également d'un Don du Groupe de la Banque Africaine de Développement (FAD N°2100155025316 signé le 10 Septembre 2013) à travers le PAPEGM (Projet d'Appui à la Planification Economique et à la Gouvernance Minière).

Par ailleurs, il convient de noter que dans le cadre des appuis, la Banque Mondiale a déjà donné son accord de principe pour un nouveau Don d'un montant de 350 000 USD. Une requête de financement est adressée à cet effet à Monsieur le Directeur des Opérations pour la Guinée par le Gouvernement à travers le Ministère de l'Economie et des Finances.

III. PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUEL 2014 :

Le plan de travail et le budget annuel 2014 (pré-validation), présenté ci-dessous est le résultat de plusieurs séances de travail des commissions et du Comité de Pilotage. Ainsi, les débats sur le projet du plan de travail et du budget annuel présenté aux membres du Groupe multipartite lors de la réunion du 24 Janvier 2014, ont révélé que la situation financière comportait des sous-estimations et surestimations-quant à certains postes de dépenses liés aux activités planifiées.

Conséquemment, le budget 2014 a été ajusté conformément aux propositions des différents membres, incluant les mesures correctives du Conseil d'Administration de l'ITIE, les recommandations du Conciliateur dans les rapports 2010 et 2012 ainsi que celles du validateur.

Ce faisant, les cinq (5) axes stratégiques identifiés sont déclinés en 28 activités réparties en 68 actions avec un budget qui se chiffre à 1 442 500 USD dont le financement est assuré par la Banque Mondiale (19,29%), la Banque Africaine de Développement (8,54%) et par l'Etat Guinéen (72,17%).

Un plan de travail post-validation, conforme à la nouvelle norme ITIE du 22 mai 2013, sera élaboré à la fin du mois juillet 2014.

Le plan de travail pré-validation budgétisé se présente comme suit :

1. Produire et publier le rapport portant sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements et des revenus 2013:

Cette rubrique porte essentiellement sur la collecte et la réconciliation des flux des paiements effectués par les sociétés minières et des flux des revenus perçus par les administrations pour l'exercice 2013. Les actions requises pour cela portent entre autres sur le recrutement du Conciliateur qui sera en charge de la réalisation d'une étude de cadrage, d'un atelier de formation sur le remplissage des formulaires de déclaration en vue de l'élaboration d'un rapport provisoire et définitif et sa publication par le Comité de Pilotage, avant la fin de l'année 2014.

Il comporte quatre (4) volets, pour un montant de **123 500 USD** :

1.1. Elaboration du rapport 2013	=	75 125 USD
1.2. Examen et analyse du rapport 2013	=	1 500 USD
1.3. Frais de publication du rapport 2013	=	16 875 USD
1.4. Inventaire des investissements réalisés par les sociétés minières dans les communautés	=	30 000 USD

2. Atteindre la conformité à la nouvelle norme ITIE

Il convient de rappeler que la République de Guinée a finalisé la première phase de la validation de son processus à la date du 31 Août 2012. A la lumière des observations du Conseil d'Administration de l'ITIE Internationale lors de sa 21^{ème} réunion, tenue le 26 Octobre 2012 à Lusaka (Zambie), la Guinée avait encore neuf (09) Exigences à satisfaire, en vue d'obtenir le statut de **pays conforme** et a décidé du renouvellement de son statut de **pays candidat** pour une période de 18 mois, c'est-à-dire jusqu'au 26 Avril 2014. Pour permettre à la Guinée d'être validée, elle devra satisfaire avant cette échéance, les 9 Exigences restantes (5, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18).

Dans cette perspective, les objectifs spécifiques requis pour atteindre la conformité sont les suivants:

- la mise en œuvre des mesures correctives du CA, les recommandations du Conciliateur et du Validateur;
- l'élaboration du plan de travail 2014, post validation, conforme à la nouvelle norme ITIE.

Le statut actuel des mesures correctives du CA est joint en annexe 1 du plan de travail. Le statut pour les recommandations du conciliateur du rapport 2010 est joint en annexe 2. Les actions requises et qui sont reprises dans le plan de travail portent sur l'organisation d'un atelier entre la DGD et les sociétés minières et la mise en place et d'une base de données ITIE et du secteur minier. Le statut des recommandations du rapport 2012 est joint en annexe 3 et celui du validateur en annexe 4. Le coût de réalisation de ces Exigences s'élève à **64 000 USD**.

Cette rubrique se décompose comme suit :

2.2.1. Atelier avec la DGD et les sociétés minières	= 5 000 USD
2.2.2. Base de données ITIE et secteur minier	=15 000 USD
2.2.3. Approbation des recommandations par le CP	= 1 875 USD
2.2.4. Examen des commentaires du SI	= 1 875 USD
2.2.5. Frais de publication du rapport de validation	=25 000 USD
2.2.6. Elaboration du plan de travail post validation	=15 250 USD

3. Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication et de dissémination des rapports.

Cette composante, qui s'articule sur la gouvernance administrative dans le domaine de l'exploitation minière vise à la création des conditions nécessaires d'un dialogue permanent relatif à l'utilisation des ressources générées par les industries extractives. L'objectif est de maximiser la transparence et de réduire progressivement, jusqu'à élimination complète, le climat de défiance et de tension dans les zones minières.

Sept (7) activités composent cette rubrique dont le coût de réalisation se chiffre à **515.000 USD** :

3.1. Présentation des rapports à la maison de presse, dans 4 universités et publication du rapport simplifié dans les journaux	= 10 000 USD
3.2. Dissémination des rapports 2011, 2012 & 2013	= 283 000 USD
3.3. Insertion des messages et spots publicitaires, conception Et impression des agendas et calendriers, hébergement, formation et mise à jour du site web, insertion dans les journaux, affichage des panneaux publicitaires, impression des dépliants, tee-shirt, képi et abonnement, reprographie, documentations et revues	= 133 000 USD
3.4. Evaluation, révision et enquête sur la mise en œuvre de la stratégie de communication	= 23 000 USD
3.5. Emission à la Radio/TV et campagne d'information	= 49 650 USD
3.6. Production et réalisation d'un film documentaire	= 6 350 USD
3.7. Conception, impression, distribution de bandes dessinées	= 10 000 USD

4. Renforcer les capacités des parties prenantes sur le processus ITIE

Le faible niveau d'information du public guinéen sur l'ITIE, y compris les services de l'Etat, constitue une forte contrainte à lever, qui justifie les volets ci-après dont le coût total de réalisation pour cette rubrique s'élève à **369 000 USD**.

À savoir :

4.1. Organisation des ateliers à l'intention des parties prenantes	= 44 000 USD
4.2. Rencontre et sensibilisation des nouvelles entreprises	= 3 000 USD
4.3. Identification, élaboration et mise en œuvre plan formation	= 41 000 USD
4.4. Participation aux séminaires, Voyages d'études, missions et	

formation à l'étranger	= 87 000 USD
4.5. Etude sur la capacité de gestion au niveau des CR	= 44 000 USD
4.6. Acquisition du logiciel pour la banque des données	= 75 000 USD
4.7. Appui institutionnel à la Société Civile	= 75 000 USD

5. Améliorer la performance et le fonctionnement des organes de l'ITIE

L'ITIE doit être perçue comme un processus permanent et non un évènement dont le but est une meilleure gouvernance portée sur la transparence accrue. Pour assurer le fonctionnement correct et régulier de l'ITIE, les activités inscrites dans cette rubrique, pour un montant total de **371 000 USD**, sont les suivantes:

5.1. Organisation et tenue des réunions	= 44 000 USD
5.2. Amélioration de la gestion	= 60 000 USD
5.3. Acquisition des biens (investissements)	= 117 000 USD
5.4. Fonctionnement *	= 150 000 USD

Le premier volet de cette rubrique devient d'autant important que la nouvelle norme ITIE s'est maintenant élargie pour couvrir encore plus de domaines de la Chaîne de Valeur, avec cette exigence que les Organes Nationaux de l'ITIE devront veiller à assurer la publication, non pas seulement des paiements effectués par les entreprises minières ou des ressources perçues par le gouvernement, mais également les transferts des revenus issus de l'extraction minière vers les collectivités locales. Cette obligation des organes nationaux de l'ITIE de recueillir et fournir les informations cruciales permettant de s'assurer que les recettes provenant de l'industrie extractive atteignent leur destination et sont utilisées judicieusement ne peut résulter que d'une capacité de gestion assise sur des moyens adéquats.

Conakry, le 05 Mars 2014

Le Consultant Comptable

Le Secrétaire Exécutif

Sékou Amadou DRAME

Mamadou DIABY

Vu et approuvé
Le Président du Comité de Pilotage

Guillaume CURTIS

ANNEXE : détail des dépenses de fonctionnement

- Salaires du personnel contractuel du SE	= 17 758 USD
- Indemnités diverses des cadres du SE	= 9 629 USD
- Pré imprimés	= 2 000 USD
- Documentations (livres et revues)	= 3 500 USD
- Fournitures et petits matériels de bureau	= 9 242 USD
- Consommables informatique	= 11 371 USD
- Carburant et lubrifiant	= 46 450 USD
- Autres produits et fournitures	= 1 000 USD
- Maintenance, entretiens et réparations immob.	= 14 375 USD
- Frais de téléphone et Internet	= 10 175 USD
- Missions et réceptions	= 14 500 USD
- Autres prestations (nettoyage des bureaux)	= 4 850 USD
- Assurances des véhicules	= 5 150 USD
TOTAL	= 150 000 USD

PLAN DE TRAVAIL 2014

TABLEAU RECAPUTILATIF DU PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUEL (PTBA) PAR BAILLEUR DE FONDS

(EXPRIME EN USD)

N°	COMPOSANTES/AXES STRATEGIQUES	IDA	BAD / FAD	BND / ETAT GUINEEN	TOTAL	% PAR ACTIVITE
I	Produire et publier le rapport portant sur la collecte et la réconciliation 2013	30 000	60 000	33 500	123 500	8,56%
	1.1 Examen et analyse du rapport 2013	0	0	1 500	1 500	
	1.2 Production du rapport 2013	0	60 000	15 125	75 125	
	1.3 Frais de publication du rapport 2013	0	0	16 875	16 875	
	1.4 Inventaire des investissements réalisés par les sociétés minières aux communautés	30 000	0	0	30 000	
II	Atteindre la conformité à la nouvelle norme ITIE	0	0	64 000	64 000	4,44 %
	2.2.1. Atelier avec la DGD et les sociétés minières	0	0	5 000	5 000	
	2.2.2. Base de données ITIE et secteur minier	0	0	15 000	15 000	
	2.2.3. Approbation des recommandations par le CP	0	0	1 875	1 875	
	2.2.4. Examen des commentaires du SI	0	0	1 875	1 875	
	2.2.5. Frais de publication du rapport de validation	0	0	25 000	25 000	
	2.2.6. Elaboration du plan de travail post validation	0	0	15 250	15 250	
III	Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication	154 500	8 000	352 500	515 000	35,70 %
	3.1 Présentation des rapports à la maison de presse, dans 4 universités et publication du rapport simplifié dans les journaux	0	0	10 000	10 000	
	3.2 Dissémination des rapports 2011, 2012 & 2013	150 000	0	133 000	283 000	
	3.3 Insertion des messages et spots publicitaires, conception et impression des agendas et calendriers, hébergement, formation et mise à jour du site web, insertion dans les journaux, affichage des panneaux publicitaires, conception /impression des dépliants, tee-shirt, képi et kakemonos et abonnement, reprographie, documentation et revues	0	8 000	125 000	133 000	
	3.4 Evaluation, révision et enquête sur la mise en œuvre de la stratégie de communication	0	0	23 000	23 000	
	3.5 Emission à la Radio/TV et campagne d'information	4 500	0	45 150	49 650	
	3.6 Production et réalisation d'un film documentaire sur l'ITIE-GUINEE	0	0	6 350	6 350	
	3.7 Conception, impression et distribution de bandes dessinées	0	0	10 000	10 000	
IV	Renforcer les capacités des parties prenantes du processus ITIE	45 000	20 000	304 000	369 000	25,58 %
	4.1 Organisation des ateliers	37 000	0	7 000	44 000	
	4.2 Rencontre et sensibilisation des nouvelles entreprises sur le périmètre	0	0	3 000	3 000	
	4.3 Identification, élaboration et mise en œuvre du plan de formation	0	0	41 000	41 000	
	4.4 Participation aux séminaires, voyage d'études, mission et formation à l'étranger	8 000	20 000	59 000	87 000	
	4.5 Etude portant sur l'analyse des capacités de gestion au niveau des CR	0	0	44 000	44 000	
	4.6 Acquisition du logiciel pour la banque des données servant d'interface entre les sociétés minières et les services des régies financières de l'Etat	0	0	75 000	75 000	
	4.7 Appui institutionnel à la société civile	0	0	75 000	75 000	
V	Améliorer la performance du Secrétariat Exécutif et du Comité de Pilotage	48 700	35 250	287 050	371 000	25,72 %
	5.1 Organisation et tenue des réunions	0	0	44 000	44 000	
	5.2 Amélioration de la gestion	0	24 000	36 000	60 000	
	5.3 Acquisition des biens	40 000	4 750	72 250	117 000	

5.4 Fonctionnement	8 700	6 500	134 800	150 000	
TOTAL GENERAL	278 200	123 250	1 041 050	1 442 500	100 %
Pourcentage par bailleur	19,29%	8,54%	72,17%	100%	100%

Conakry le 05 Mars 2014
Le Président du Comité de Pilotage

Guillaume CURTIS

PLAN DE DECAISSEMENT PAR BAILLEUR (EXPRIME EN USD)

BAILLEUR DE FONDS	2014	GESTION PREVISIONNELLE DE TRESORERIE				OBSERVATION
		1 ^{er} Trimestre	2 ^{ème} Trimestre	3 ^{ème} Trimestre	4 ^{ème} Trimestre	
IDA	278200	127 175	40 675	28 175	82 175	
BAD	99250	6 750	8 500	22 000	62 000	
BND/ETAT GUINEEN	1 065 050	187 575	442 075	204 075	231 325	
TOTAL	1 442 500	321 500	491 250	254 250	375 500	
Besoin de trésorerie		321 500	812 750	1 067 000	1 442 500	

VENTILATION DES COUTS PAR ACTIVITES (EXPRIME EN USD)

N°	HIERACHIE DES OBJECTIFS	ACTIVITES	RESULTATS ESCOMPTEES	INDICATEURS	RESPONSABLE	MONTANT	POURCENTAGE
I	Objectif global	Atteindre un niveau élevé de transparence dans le secteur extractif en République de Guinée en vue d'être un pays conforme	Une croissance soutenue et durable qui contribue à la réduction de la pauvreté	Taux de croissance à la hausse, taux de pauvreté à la baisse et taux d'investisseurs attractif.	Gouvernement de la République de Guinée	0	
II	Objectifs spécifiques	Mettre en œuvre le processus de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives en République de Guinée avec des axes stratégiques en vue d'atteindre avec succès la conformité : 1. Produire et publier les rapports sur la collecte et la réconciliation 2. Atteindre la conformité 3. Poursuivre et renforcer la communic. 4. Renforcer les capacités 5. Améliorer la performance du S.E/C.P	Les ressources des Industries Extractives sont gérées selon les normes internationales Rapports du Conciliateur Rapport de validation Supports disponibles Procès-verbaux et liste de présence PV des réunions et rapports des consultants	La République de Guinée est pays conforme à l'ITIE Rapports disponibles et publiés Rapport disponible et publié Nombre rapports disséminés Tenue ateliers, formation & réunions Nbre de PV et nbre Rapports financiers disponibles	Comité de pilotage et Secrétariat Exécutif Comité de pilotage et Secrétariat Exécutif Comité de Pilotage/SE Comité de Pilotage/SE Comité de Pilotage/SE	1 175 500 123 500 64 000 515 000 369 000 104 000	81,49 %
III	Coût des opérations ou de Fonctionnement	a. Acquisition des biens b. Fonctionnement (Appui opérationnel)	Pièces justificatives disponibles Pièces justificatives disponibles	Facture BC, PV réception Facture BC, PV réception	Secrétariat Exécutif Secrétariat Exécutif	117 000 150 000	8,11 % 10,40 %
TOTAL GENERAL						1 442 500	100 %

PLAN DE TRAVAIL PRE VALIDATION & BUDGET ANNUEL 2014

Axes Stratégiques	ACTIVITES	ACTIONS REQUISES	PERIODE	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	RESPONSABLE	BUDGET (USD) PTBA 2014
I. Produire et publier les rapports portant sur la collecte, et la réconciliation des flux des paiements et des revenus.	1.1. Elaboration et publication du rapport ITIE, exercice 2013. (Suivant Norme ITIE 2013 adoptée à Sydney en Mai 2013)	1 : Elaboration et approbation des TDR en tenant compte de l'étude de cadrage et identification des obstacles potentiels selon les Exigences de l'ITIE.	Février 2014	TDR préparés et validés par le Comité de Pilotage	TDR produits et publiés dans les journaux	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	
		2 : Préparation et lancement du dossier d'appel d'offres en vue de la sélection du Conciliateur	Mai 2014	Conciliateur est recruté	PV de sélection et de négociation – contrat Nbre de journaux qui ont servi à la publication	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	
		3 : Démarrage des travaux de la mission de conciliation Etude de cadrage sur la matérialité	10 Juin 2014	Chronogramme de la mission est produit et le travail a débuté Seuil de matérialité et périmètre son définis	Sociétés retenues dans le périmètre ont reçu et approuvé le chronogramme Rapport est disponible	Secrétariat Exécutif Comité Pilotage/Secrétariat Exécutif et Conciliateur	*PM
		4 : Atelier de formation sur le remplissage des formulaires de déclaration	16 Juin 2014	Formulaires sont bien remplis	Atelier s'est tenu	Comité Pilotage/Secrétariat Exécutif et Conciliateur	*PM
		5 : Examen et analyse du rapport provisoire du Conciliateur	Sept. 2014	Parties prenantes ont pris connaissance du contenu du rapport	Rapport provisoire est disponible	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	1 500
		6 : Production du rapport définitif du Conciliateur	Octobre 2014	Rapport est corrigé et approuvé	Le rapport définitif est disponible	Comité Pilotage/Secrétariat Exécutif et Conciliateur	75 125
		7 : Publication du rapport de conciliation 2013	Nov. 2014	Rapport est publié y compris sur le site web itie-guinee.org	Nombre de copies distribuées -Nombre de visiteurs du site	Comité Pilotage/Secrétariat Exécutif et Conciliateur	16 875
		8 : Inventaire des investissements réalisés par les sociétés minières au profit des communautés locales	Mars 2014 et Avril 2014	Inventaire réalisé	Rapport d'inventaire disponible et publié y compris sur le site web	Comité de Pilotage, Secrétariat Exécutif, Consultant	30 000
	Sous-total I						123 500
Indicateur d'impact : Niveau d'appropriation des parties prenantes.							

*PM : l'étude de cadrage et les ateliers sont pris en charge dans le coût du Conciliateur (75 125 USD).

Axes Stratégiques	ACTIVITES	ACTIONS REQUISES	PERIODE	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	RESPONSABLE	BUDGET (USD) PTBA 2014
2. Atteindre la conformité à la nouvelle norme ITIE	Mise en œuvre des mesures correctives du CA et des recommandations du Validateur et du Conciliateur	2.1 Mise en place effective des 8 mesures correctives du CA (exigence 5, 9, 11, 12, 14, 15, 17 et 18)	Mars 2014	Toutes les mesures corrigées conformément aux recommandations du CA	Rapport des mesures correctives approuvé par le CP	Commission ad hoc du Comité de Pilotage Secrétariat Exécutif	
		2.2 Recommandations du Conciliateur du rapport 2010 (voir annexe 2)	Mars 2014	Recommandations du Conciliateur satisfaites	Rapport approuvé par le CP et le secrétariat International	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	
		- Atelier Direction Générale Douane et sociétés minières	Avril 2014	Appropriation par la DGD et les sociétés minières	Rapport atelier et nombre de participants	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	5 000
		- Base de données ITIE et secteur minier (mise à jour du fichier)	Septembre 2014	Base de données des entreprises est disponible et régulièrement mise à jour	Nombre de sociétés dont les données sont actualisées est disponible	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	15 000
		2.3 Recommandations du Conciliateur du rapport 2012 (voir annexe 3)	Mars 2014	Recommandations du Conciliateur satisfaites	Rapport approuvé	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	
		2.4 Recommandations du validateur (voir annexe 4)	Mars 2014	Recommandations du validateur satisfaites	Accusé de réception		
		2.5 Approbation du rapport par le CP	31 mars 2014	Rapport approuvé	PV réunion		1 875
		2.6 Transmission du rapport adopté par le CP au SI	7 Avril 2014	Examen préalable des documents par le SI			
		2.7 Commentaires du SI	14 avril 2014				1 875
		2.8 Prise en compte des commentaires et production du rapport final	18 avril 2013				
	2.9 Cérémonie de publication des résultats de la validation par le CA	Juillet 2014				25 000	
	Plan de travail post validation 2014 conformément à la nouvelle norme ITIE	Elaboration du plan de travail post validation conformément à la nouvelle norme et prenant en compte toute la chaîne des valeurs.	Juillet 2014	Plan de travail élaboré et accepté par le CP			15 250
	Sous-total II						64 000
Indicateur d'impact : La Guinée a été validée.							

Axes Stratégiques	ACTIVITES	ACTIONS REQUISES	PERIODE	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	RESPONSABLE	BUDGET (USD) PTBA 2014
III- Poursuivre et renforcer la mise en œuvre de la stratégie de communication, et de dissémination des rapports.	1. Dissémination des rapports 2011 & 2012	3.1.1 Réalisation et mise en œuvre de la campagne de dissémination des rapports dans les zones minières incluses dans l'ITIE-GUINEE	Février/Mars 2014	Communautés sont informées du contenu des rapports	TDR de la mission, rapport de la mission de dissémination. Nombre de rapports distribués au public dans les zones minières. Nombre de journaux ayant publiés les rapports - Nombre de débats dans les radios communautaires	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	133 000
		3.1.2 Présentation des rapports à la maison de la presse	Mars 2014				1 000
		3.1.3 Présentation des rapports dans 4 universités de la place	Mars 2014				2 000
		3.1.4 Publication du rapport simplifié dans les journaux de la place (papier, en ligne)	Mars 2014				7 000
	2. Dissémination du rapport 2013	3.2. Réalisation et mise en œuvre de la mission de dissémination dans les zones minières incluses dans l'ITIE-GUINEE	Décembre 2014	Communautés sont informées du contenu des rapports	TDR de la mission, rapport de la mission de dissémination. Nombre de rapports distribués au public dans les zones minières. Nombre de journaux ayant publiés les rapports - Nombre de débats dans les radios communautaires	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	150 000
	3. Communication	3.3.1 Insertion des messages et spots publicitaires sur l'ITIE au niveau des Radios et TV	Janvier 2014 à Décembre 2014	Populations sont informées du processus ITIE	Nombre de messages insérés - Nombre de personnes sensibilisées - nombre d'émissions	Comité de Pilotage Secrétariat Exécutif TV et Radios	14 000
		3.3.2. Conception et impression des agendas et calendriers ITIE-Guinée 2015	Novembre 2014	Les parties prenantes sont largement informées sur le processus	Nombre d'agendas et calendriers distribués - Nombre de bénéficiaires	Secrétariat Exécutif	12 000
		3.3.3. Hébergement, formation et mise à jour du site web	Janvier 2014 à Déc. 2014	Site est accessible et fonctionnel	Contrat et facture - Nombre de Visiteurs	Secrétariat Exécutif	10 000
		3.3.4. Insertion dans les journaux	Janvier 2014 à Déc. 2014	Insertions sont réalisées dans les colonnes des journaux et magazines	Nombre de journaux ayant insérés les messages - nombre de visiteurs	Secrétariat Exécutif	9 885
		3.3.5. Affichage des panneaux publicitaires	Janv. 2014 à Déc. 2014	Les populations sont informées du processus ITIE	Nombre de panneaux affichés	Secrétariat Exécutif	60 000
3.3.6. Conception et impression des dépliants, T-shirt, képis et kakémonos		Janv. 2014 Sept. 2014	Dépliants, T-shirt, képi et kakémonos sont disponibles	Nombre de dépliants, T-shirt, képis distribués - Nombre de bénéficiaires	Secrétariat Exécutif	20 115	

Axes Stratégiques	ACTIVITES	ACTIONS REQUISES	PERIODE	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	RESPONSABLE	BUDGET (USD) PTBA 2014	
		3.3.7. Information, abonnement, documentation et revues	Janvier 2014 à Décembre 2014	Informations publiées, abonnements réguliers- Documentations et revues sur l'ITIE est disponible	Nombre de revues et documentations disponibles	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	7 000	
		3.3.8. Evaluation de la mise en œuvre effective de la stratégie de communication	Mai 2014	Evaluation est réalisée	Rapport d'évaluation disponible	Secrétariat Exécutif & Commission Communication	3 000	
		3.3.9. Révision de la stratégie de communication	Juin 2014	Stratégie de communication est révisée	Rapport de révision disponible et publié	Secrétariat Exécutif & Commission Communication	5 000	
		3.3.10. Enquête sur l'information de la population sur le processus ITIE	Septembre 2014	Appropriation par la population du processus	Nombre d'enquêtes réalisées	Secrétariat Exécutif et Consultant	15 000	
		4. Diffusion large sur l'ITIE en langue nationale dans les radios, télévision et radios communautaires	3.4.1. Organisation des émissions et reportage à la radio et à la télévision	Janvier 2014 à Déc. 2014	Débats interactifs sont organisés à l'intention des groupes cibles. Le public a une connaissance approfondie et participe aux débats	Nombre de débats réalisés, des émissions et de reportages	Comité de Pilotage Secrétariat Exécutif TV & Radios	9 650
			3.4.2. Campagnes d'information	Janvier 2014 à Déc. 2014	Campagnes d'information au niveau des communautés sont organisées	Rapport de campagne d'information disponible- Nombre de communautés et de personnes touchées	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	40 000
		5. Production et diffusion documentaire ITIE-GUINEE	3.5.1. Production et réalisation d'un film documentaire sur l'ITIE-Guinée	Mars 2014	Documentaire est réalisé et disponible au Secrétariat Exécutif	Nombre de supports médiatiques	Comité de Pilotage, Secrétariat Exécutif et Consultant	6 350
			3.5.2. Conception, impression et distribution de bandes dessinées	Mai 2014 & Septembre 2014	Rapports 2011 et 2012 sous forme de bande dessinée sont disponibles et diffusé en 1 000 exemplaires	Nombre d'impressions et de distribution de bandes dessinées	Comité de Pilotage, Secrétariat Exécutif et Consultant	10 000
		Sous-total III						515 000
	Indicateur d'impact : Pourcentage de guinéens informés sur le processus ITIE							

Axes Stratégiques	ACTIVITES	ACTIONS REQUISES	PERIODE	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	RESPONSABLE	BUDGET (USD) PTBA 2014
IV. Renforcer les capacités des parties prenantes sur le processus ITIE	1. Organisation des ateliers à l'intention des parties prenantes	4.1.1. Organisation d'un atelier sur le processus ITIE en faveur des membres du Comité de Pilotage	Février 2014	Appropriation par les membres du Comité de Pilotage	Rapport de de l'atelier- Nombre de participants	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	7 000
		4.1.2. Organisation d'un atelier avec la Société Civile et le Syndicat sur le processus ITIE	Avril 2014	Appropriation par les membres de la société civile et le syndicat	Rapport de de l'atelier- Nombre de participants	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	5 000
		4.1.3. Organisation d'un atelier avec les Institutions Républicaines sur le processus ITIE	Mars/Avril 2014	Appropriation par les membres des institutions républicaines	Rapport de de l'atelier- Nombre de participants	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	5 000
		4.1.4. Organisation d'un atelier avec le Gouvernement et les Représentants du G8 en Guinée sur le processus ITIE	Juin 2014	Appropriation par les membres du gouvernement et les représentants du G8	Rapport de de l'atelier - Nombre de participants	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	5 000
		4.1.5. Organisation d'un atelier sur le Code Minier Guinéen	Septembre 2014	Appropriation par les membres sur le Code Minier	Rapport de l'atelier - Nombre de sociétés minières dans le périmètre participant à l'atelier	Comité de Pilotage et le Secrétariat Exécutif	15 000
		4.1.6. Organisation d'un atelier sur le développement communautaire	Octobre 2014	Appropriation par les membres des Communes Rurales des zones minières	Rapport de de l'atelier- Nombre de participants	Comité de Pilotage et le Secrétariat Exécutif	7 000
	2. Sensibilisation des nouvelles entreprises du secteur extractif en vue de leur adhésion au processus ITIE	4.2.1. Rencontre et sensibilisation des nouvelles entreprises sur le périmètre	Mars & Avril 2014	Nouvelles entreprises sont disposées à participer à la mise en œuvre de l'ITIE	Nombre de nouvelles sociétés sensibilisées et intégrées dans le périmètre	Secrétariat Exécutif et Entreprises	3 000
	3. Elaboration, adoption et mise en œuvre d'un plan de formation	4.3.1. Identification des besoins en formation des parties prenantes en matière de transparence	Déc. 2013 à Février 2014	Besoin de formation identifiée	Nombre de formations réalisées	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	0
4.3.2. Elaboration et adoption du plan de formation		Mars 2014	Plan de formation approuvé et disponible	Nombre de modules identifiés - PV d'approbation du plan de formation	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	1 000	

	ACTIVITES	ACTIONS REQUISES	PERIODE	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	RESPONSABLE	BUDGET (USD) PTBA 2014
		4.3.3. Mise en œuvre du plan de formation	Mars 2014 à Déc. 2014	Plan de formation est mise en œuvre	Contenu des formations (modules). Les rapports des séminaires et ateliers de formation-nombre de participants formés.	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	40 000
	4. Participation aux ateliers, séminaires et formations à l'extérieur ainsi qu'aux voyages d'études pour partage et échange d'expériences avec les autres pays	4.4.1. Participation aux ateliers/séminaires au niveau régional et international et voyages d'études	Février 2014 à Déc. 2014	Membres du Comité de Pilotage et du Secrétariat Exécutif sont mieux outillés	Nombre de rapports des ateliers et séminaires publiés et disponibles y compris sur le site - Nombre de bénéficiaires de formation et voyage d'études à l'Etranger	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	42 000
		4.4.2. Formation des cadres et agents du Secrétariat Exécutif	Février 2014 à Déc. 2014	Cadres et Agents sont formés	Nombre de rapports de formation	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	45 000
	5. Etudes	4.5.1. Réalisation de l'étude d'analyse des capacités de gestion au niveau des communes rurales des zones minières	1 ^{er} Semestre 2014	Diagnostic des besoins réels des CR des zones minières est réalisé et intégré dans le plan de travail de l'ITIE-GUINEE	Rapport d'étude disponible - Nombre de CR consultées	Comité de Pilotage, Secrétariat Exécutif et Consultant	44 000
		4.5.2. Etude pour la mise en place du logiciel servant d'interface pour une banque de données entre les services des régies financières de l'Etat et les sociétés minières	Mars 2014 à Mai 2014	Logiciel acquis et opérationnel et les données sont harmonisées en réseaux avec accès	Banque de données des régies financières et stés minières est disponible et opérationnelle - Nombre de sociétés minières et de régies dans le périmètre utilisent le système	Comité de Pilotage, Secrétariat Exécutif et Consultant	75 000
	6. Appui institutionnel à la société civile	Intégration des préoccupations en matière de formation de la société civile	Mars 2014 à Déc. 2014	Société civile est mieux outillée et participe au processus ITIE	Nbre d'équipements. Nbre de formations et Nbre de missions de voyages	Comité de Pilotage Secrétariat Exécutif et société civile	75 000
	Sous-total IV						369 000

Indicateur d'impact : Pourcentage des parties prenantes ayant compris le processus

Axes Stratégiques	ACTIVITES	ACTIONS REQUISES	PERIODE	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	RESPONSABLE	BUDGET (USD) PTBA 2014
V. Améliorer la performance du Secrétariat Exécutif et du Comité de Pilotage	1. Organisation des réunions du Conseil de Supervision, Comité de Pilotage et des Commissions	5.1.1. Organisation et tenue de 2 réunions du Conseil de Supervision	Mars et Octobre 2014	Participation effective de la majorité des membres du Conseil de Supervision	Nombre de PV Nombre de présence des membres du CS	Conseil de Supervision Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	0
		5.1.2. Organisation et tenue des réunions du Comité de Pilotage	Janvier 2014 à Déc. 2014	Participation effective de la majorité des membres du Comité de Pilotage	Nbre de PV de réunions Nbre de présence des Mbres du CP aux réunions	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	37 000
		5.1.3. Organisation et tenue des réunions des Commissions		Participation effective des membres à la réunion	Nombre de présence	Commission et Secrétariat Exécutif	7 000
	2. Elaboration et adoption du plan de travail et budget	5.2.1. Préparation, élaboration et publication du plan de travail et budget annuel (PTBA) 2014	Janvier 2014	Plan de travail et budget annuel sont approuvés et mise en œuvre	Plan de travail et budget annuel 2014 sont disponibles et publiés sur le site web	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	0
		5.2.2. Préparation et élaboration du plan de travail triennal et du budget triennal 2015, 2016 et 2017	Juin – Juillet 2014	Plan de travail et budget triennal sont approuvés et mise en œuvre	Plan de travail et budget triennal sont disponibles et publiés sur le site web	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	0
		5.2.3. Présentation du PTB 2015, 2016 et 2017 approuvé	Juillet 2014	PTB présenté	Rapport de présentation disponible. Nombre d'insertion dans les journaux et sur sites	Comité de Pilotage & Secrétariat Exécutif	10 000
	3. Mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du plan de travail	5.3.1 Mobiliser les ressources financières	Janvier de chaque année	Ressources disponibles et PTBA exécuté	Nombre de nouveaux accords de financements par Bailleurs	Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif	0
		4. Assurer le fonctionnement du Secrétariat Exécutif	5.4.1 Acquisition matériels, équipements et mobiliers de bureau	Janvier 2014 à Décembre 2014	S.E est équipé et rendu opérationnel	Nombre d'équipements disponibles	Secrétariat Exécutif
	5.4.2 Acquisition de véhicules		Mars à Juin 2014	Véhicules disponibles	Nombre de véhicules disponibles	Secrétariat Exécutif	100 000
	5.4.3 Acquisition d'un logiciel Microsoft Project et formation		Décembre 2013 - Janvier 2014	Logiciel disponible - Personnel formé	Nombre de personnes formées	Secrétariat Exécutif	0
	5.4.4. Elaborer les états financiers 2013		Mars 2014	Etats financiers sont élaborés et transmis à l'Auditeur	Lettre de transmission et de réception des états financiers par l'auditeur	Secrétariat Exécutif Consultant	0
	5.4.5 Auditer les états financiers 2013		Mai 2014	Les comptes sont audités et le rapport transmis au Gouvernement et aux Bailleurs de fonds	Rapport d'audit disponible et distribué	Secrétariat Exécutif Auditeur	6 000
	5.4.6. Elaborer les états financiers 2014		Janvier 2014 à Mars 2015	Etats financiers sont élaborés et transmis à l'Auditeur	Lettre de transmission et de réception des états financiers par l'auditeur	Secrétariat Exécutif Consultant	26 000
	5.4.7. Auditer les états financiers 2014	Avril 2015	Les comptes sont audités et le rapport transmis au Gouvernement et aux Bailleurs de fonds	Rapport d'audit disponible et distribué	Secrétariat Exécutif Auditeur	6 000	

Axes Stratégiques	ACTIVITES	ACTIONS REQUISES	PERIODE	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS	RESPONSABLE	BUDGET (USD) PTBA 2014
		5.4.8. Actualiser le manuel de procédures administratives, comptables et financières	Mai 2014	Les meilleures procédures sont mises en œuvre	Manuel conforme aux normes nationales et internationales disponible	Secrétariat Exécutif et Consultant	7 000
		5.3.9. Reprographie du Code Minier en version française et anglaise (30 exemplaires)	Février 2014	Les membres du CP se sont effectivement appropriés du code minier	Nombre de Code Minier distribués et liste des bénéficiaires	Secrétariat Exécutif	5 000
		5.4.10. Fonctionnement	Janvier 2014 à Déc. 2014	Fonctionnement régulier du Secrétariat Technique, des organes et instances ITIE-GUINEE est assuré	Rapports disponibles	Secrétariat Exécutif	150 000
	Sous-total V						371 000
Total Général =	I+II+III+IV+V						1 442 500
Indicateur d'impact pour l'axe stratégique N° V : Nombre de rapports d'activités et de suivi financier							

ANNEXE 1: Plan d'Action pour les mesures Correctives du Conseil d'Administration ITIE

(Exigences 5, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18 non conformes)

Mesures correctives du Conseil d'Administration International	Statut actuel au 03 Mars 2014	Actions requises	Source de vérification	Responsable	
<p>1- Plan de Travail - (Exigence 5)</p> <p>Le Comité de Pilotage (CP) doit convenir d'un plan de travail complet (chiffré et assorti d'une échéance) et le publier. Ce plan doit :</p> <p>(1) Prévoir la publication et la diffusion du prochain rapport ITIE et les mesures à prendre pour assurer la publication régulière et ponctuelle de rapports ITIE par la suite.</p>	<p>Plan de Travail 2014 a été réactualisé conformément aux recommandations à la réunion du CP du 25/02/2014.</p> <p>Il a été publié dans 3 journaux de la place.</p> <p>Le PT post validation 2014 sera élaboré avant juillet 2014</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Approbation du PT par le CP & CS 2. Publication dans les journaux et sur le site dudit PT 3. Mise à jour du site WEB, y compris (décrets, arrêtés, PV, règlement intérieur, etc...) 4. Mettre en annexe du PT la définition du périmètre, du seuil de matérialité et la liste de toutes les entités et les flux comme annexe au plan d'action 	<ol style="list-style-type: none"> 1. PT signé par le Président du CP 2. PV réunions du CP et CS approuvant le PT; 3. Journaux contenant la publication et le WEB; 4. Etude de cadrage et la définition convenue par le CP; 5. PV réunion CS 	<p>Diaby</p> <p>Diaby</p> <p>Soumah</p> <p>Soumah</p> <p>Dramé/ Soumah</p>	
	<p>(2) Donner suite aux recommandations formulées à l'issue des précédents rapports de rapprochement ainsi que celles provenant du validateur</p>	<p>Le suivi des recommandations des rapports du conciliateur (2010, 2011 & 2012) et du validateur est indiqué dans annexes 2, 3 et 4.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. R4 - voir la DNI pour l'exhaustivité des paiements infranationaux ; 2. Toutes les autres sont en cours ou satisfaites. 	<p>Compte rendu réunion avec la DNI et actions requises.</p>	<p>Dramé et Soumah</p>
	<p>(3) Aborder les mesures correctives mentionnées ci-dessous</p>				

Mesures correctives du Conseil d'Administration International	Statut actuel au 03 Mars 2014	Actions requises	Source de vérification	Responsable
<p>2- Définition de la Matérialité - (Exigence 9)</p> <p>Le Comité de Pilotage doit convenir d'une définition claire des « paiements et revenus significatifs » et l'incorporer aux formulaires de déclaration et au processus de rapprochement du prochain rapport ITIE. Cette définition doit spécifiquement couvrir la matérialité des paiements effectués par les entreprises en phase d'exploration et des accords de troc.</p>	<p>Le CP a réalisé une étude de cadrage qui a été approuvée par le CP, lors de la réunion du 19/09/2013. Une définition claire et consensuelle a été faite et validée par le conciliateur, incluant <i>toutes les entreprises minières en phase de recherche, de développement, ou d'exploitation, les comptoirs d'achat d'or et de diamant, ainsi que les entreprises d'hydrocarbure en phase de recherche dont la contribution est supérieure au seuil de 700 millions de GNF (environ 100,000 USD) sont inclus dans le périmètre de conciliation.</i></p> <p><i>Un atelier de remplissage des formulaires a été réalisé à l'intention des entreprises et des administrations.</i></p>	<p>Publier la définition convenue sur le site ITIE et archiver le document.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • PV réunion du 19/09/2013 et document signé. • Définition matérialité • Formulaires de déclarations contenues dans le Rapport ITIE 2012. 	<p>Comité de Pilotage</p>
<p>3- Toutes les entités retenues doivent participer au processus de déclaration</p> <p>(Exigence 11)</p> <p>Le prochain rapport ITIE devra clairement montrer que toutes les entités recevant ou effectuant des paiements significatifs participent au processus de déclaration</p>	<p>Etude de Cadrage faite et définition de matérialité approuvée par CP le 19 Septembre.</p> <p>2 Arrêtés Ministériels (2012 et 2013)- exigent la déclaration trimestrielle de données par les entreprises et pour l'administration publique</p> <p>Un atelier avec MS a été organisé le</p>	<p>Veiller à l'application correcte des arrêtés pour la collecte des données au niveau du SE pour les années futures.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Etude de cadrage; - PV réunion du 19/09/2013 - arrêtés ministériels; - Compte-rendu de l'atelier du 01/10/13 - Compte-rendu de l'atelier de publication des rapports 2011 & 2012 	<p>Diaby</p>

Mesures correctives du Conseil d'Administration International	Statut actuel au 03 Mars 2014	Actions requises	Source de vérification	Responsable
	<p>01/10/13 pour toutes les entités retenues dans le périmètre.</p> <p>Une cérémonie de publication des rapports 2011 & 2012 a été réalisée regroupant toutes les entreprises couvertes.</p>			
<p>4- Assurer que les comptes des entreprises et ceux de l'administration sont audités suivant les Normes Internationales</p> <p>(Exigences 12 & 13)</p> <p>Le Comité de Pilotage doit faire le nécessaire pour que les divulgations des entreprises et du gouvernement au réconciliateur reposent sur des comptes qui ont été audités suivant les normes internationales, et convenir des moyens de résoudre ces questions.</p>	<p>Les comptes de toutes les entreprises couvertes en 2011 & 2012 ont été certifiés par leur commissaire aux comptes.</p> <p>En attendant que la cour des comptes ne soit opérationnelle, le CP a convenu que les comptes des administrations soient certifiés par l'Inspection Générale des Finances. Ces comptes ont été effectivement certifiés par l'IG pour les exercices 2011 & 2012.</p>	Collecter les textes y afférant et les archiver	Rapport ITIE 2012 et PV réunion approuvant la certification des comptes de l'Etat par l'IG	Diaby
<p>5- Déclarations Entreprises</p> <p>(Exigence 14)</p> <p>Conformément à la définition convenue de la matérialité, le CP doit veiller à ce que tous les paiements significatifs provenant du secteur minier effectués par les entreprises à l'état aient été divulgués au réconciliateur et soient compris dans le prochain</p>	Suite à l'étude de cadrage, le CP a approuvé, dans sa définition de la matérialité, la liste des entreprises qui effectuent des paiements significatifs à l'Etat. Pour les exercices en cours il s'agit de 18 entreprises d'exploitation et de recherche minières, et 8 comptoirs dont 4 pour l'or et 4 pour le	Rapport ITIE 2012, réalisé suivant étude de cadrage	Etude de cadrage disponible Rapport ITIE 2012	Comité de Pilotage

Mesures correctives du Conseil d'Administration International	Statut actuel au 03 Mars 2014	Actions requises	Source de vérification	Responsable
rapport ITIE.	diamant.			
6- Déclarations Administrations Publiques (Exigence 15) Conformément à la définition convenue de la matérialité le CP doit veiller à ce que tous les revenus significatifs provenant du secteur minier perçus par l'état aient été divulgués au réconciliateur et soient compris dans le prochain rapport ITIE.	Suite à l'étude de cadrage, le CP a approuvé, dans sa définition de la matérialité, la liste des administrations publiques qui reçoivent des paiements significatifs des industries extractives. Pour les exercices en cours il s'agit de 12 administrations publiques.	Rapport ITIE 2012, réalisé suivant étude de cadrage	Etude de cadrage Rapport ITIE 2012	Comité de Pilotage
7- Recommandations Conciliateur (Exigence 17) Le CP doit convenir d'un processus en vue de donner suite aux recommandations concernant les mesures correctives mentionnées dans de précédents rapports ITIE, et de rendre compte des progrès réalisés à cette fin.	Le CP a mis en place un Comité ad-hoc en vue de faire suite aux recommandations concernant les mesures correctives formulées dans les deux précédents rapports ITIE, et de rendre compte des progrès réalisés. Il est prévu une séance de restitution de la situation. La séance de restitution de la situation a été faite le 05 mars 2014.	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les TDR et les soumettre au CP pour approbation; • Lancer le processus de recrutement et de mise en place des Bases de données. 	<ul style="list-style-type: none"> • TDR, approuvés; • Contrat • Base de données de l'ITIE • Base de données du secteur minier 	Soumah
8- Disponibilité Publique Rapports ITIE et Débat Public (Exigence 18)	Rapport 2005 largement disséminé Rapports 2006-2010 ont été largement disséminés, en 2012 à Conakry et au	<ul style="list-style-type: none"> • Finaliser la dissémination en cours; • Publication du rapport synthèse dans six journaux de 		Comité de Pilotage et Secrétariat Exécutif

Mesures correctives du Conseil d'Administration International	Statut actuel au 03 Mars 2014	Actions requises	Source de vérification	Responsable
<p>Le CP doit veiller à ce que les rapports ITIE soient publiquement disponibles et ce, de manière à ce que ses conclusions puissent contribuer à un débat public.</p>	<p>niveau des régions minières.</p> <p>La dissémination des rapports 2011-2012 est en cours de finalisation au niveau des 17 préfectures minières, 2 sous-préfectures et la région administrative de Conakry.</p>	<p>la place (Groupe Lynx-Lance; Groupe Indépendant-Démocrate, Horoya, Observateur, Mine info et le Continent),</p> <ul style="list-style-type: none"> • Publication sur les sites : Guineenews, Guinée24, Aminata.Com et Guinée Conakry info • Emissions et débats TV (RTG, Espace TV, Gangan, Evasion, TA; • Emissions et débats sur les radios (RTG, Espace, Lynx FM, Soleil, Bonheur, Cherie FM, Tamata & Nostalgie); • Présentation du rapport 2011-2012 à la maison de la presse. • Conférence débat dans quatre universités : Sonfonia, Nongo Conakry, Gamal Abdel Nasser de Conakry et Titi Camara 		<p>Comité de Pilotage et Commission Communicat.</p>

ANNEXE 2: Recommandations du Conciliateur - Rapport 2011-2012

Recommandations Conciliateur	Statut/Action
<p>1. Cadastre minier non mis à jour</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Nous recommandons la mise en place des procédures et des contrôles nécessaires afin d'assurer la tenue d'un cadastre minier exhaustif et complet qui reflète la situation réelle des titres miniers valides.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Diagnostic du cadastre en cours sur financement du PAGSEM (Banque mondiale); - amélioration du cadastre: réorganisation et équipement du cadastre.
<p>2. Absence de suivi des sociétés dans lesquelles l'Etat détient une participation</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Nous recommandons l'instauration d'un suivi rigoureux de ces participations et des revenus associés dans l'objectif de préserver les intérêts de l'Etat.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontre avec la SOGUIPAMI et la Direction du Portefeuille de l'Etat en vue d'identifier/clarifier la gestion des participations de l'Etat dans les sociétés minières.
<p>3. Base de données des administrations</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Nous recommandons la mise à jour des systèmes d'information des régies financières et la coordination avec la MMG et le CPDM afin de s'assurer que toutes les sociétés ayant des titres miniers soient immatriculées au sein des dites régies.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissement des liaisons fonctionnelles entre les administrations (CPDM & DNI) - Rencontre avec le CPDM et la DNI
<p>4. Absence d'un système d'information au sein du Trésor Public et BNE pour la gestion des recettes minières</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Nous recommandons de mettre en place les contrôles nécessaires et de doter les Administrations ayant des recettes minières importantes de système d'information ou d'applications informatiques permettant le traitement, le suivi et la sauvegarde des données relatives aux recettes minières.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un logiciel de traitement et de suivi des recettes minières; - Rencontre avec BNE et DNTCP pour la mise en place du système
<p>5. Traçabilité insuffisante des paiements infranationaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Nous recommandons qu'une réflexion soit engagée avec les parties prenantes afin d'assurer une meilleure transparence et une meilleure traçabilité des paiements infranationaux.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des TdR en vue du recrutement d'un consultant pour asseoir une meilleure traçabilité des paiements infranationaux - organisation d'une rencontre avec la DNI, la DNAT, la DNTCP et l'ACG
<p>6. Absence d'un système de gestion informatisée des recettes minières au niveau du CPDM</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Nous recommandons de mettre en place des procédures de contrôle plus rigoureuses pour le suivi des recettes minières. Il est conseillé de mettre en place une application informatique pour la gestion des recettes minières au niveau du CPDM.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Le système qui sera installé dans le cadre de la modernisation des outils du CPDM prendra en compte les recettes minières
<p>7. Absence d'une application des lois en vigueur</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Nous recommandons d'appliquer les lois en vigueur afin de garantir la transparence au sein du secteur et d'éviter de créer des situations d'incompréhension des textes régissant le secteur minier.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Textes d'application du CM sont en cours d'élaboration pour être soumis à l'AN.

ANNEXE 3: Recommandations du Conciliateur - Rapport 2010

Recommandations Conciliateur	Statut/action	Mise en place
<p>1. Retard dans la réalisation de la réconciliation des flux de paiements</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous recommandons pour les exercices futurs de lancer le processus de réconciliation des flux de paiements assez tôt afin de permettre à toutes les parties prenantes (entreprises minières, administrations, Secrétariat ITIE, Conciliateur) de disposer de suffisamment de temps pour préparer la mission, effectuer tous les travaux d'investigation nécessaires et finaliser le rapport en corroborant les constatations de la réconciliation. 	<p>La mission de conciliation des paiements et des recettes issues du secteur extractif pour l'exercice 2012 a été lancée assez en avance afin de garantir la réussite des travaux de conciliation.</p>	oui
<p>2. Elargissement du Référentiel ITIE</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous recommandons, pour les années futures, d'effectuer une étude de cadrage préalablement à chaque exercice de réconciliation. 	<p>Dans le cadre de notre mission de conciliation des paiements et des recettes issues du secteur extractif pour l'exercice 2012, le conciliateur indépendant a conduit une étude de cadrage ayant pour objectif de définir un référentiel ITIE complet et exhaustif couvrant l'ensemble des administrations ayant reçu des paiements significatifs.</p>	oui
<p>3. Problème des paiements à la DGD</p> <ul style="list-style-type: none"> Une réflexion sur les paiements effectués à la DGD doit être faite afin de prendre une position claire quant aux modalités de déclaration des dits paiements et afin de préconiser un procédé commun de traitement par les différentes parties prenantes permettant la réconciliation de ces paiements durant les prochains exercices. 	<p>En 2012, plusieurs sociétés, retenues dans le périmètre de conciliation, ont procédé à la déclaration des paiements à la DGD, sur la base des quittances.</p> <p style="color: blue;">Organiser un atelier comprenant la DGD et les sociétés minières pour identifier et produire les pièces et/ou formulaires de déclarations retraçant les paiements des sociétés minières</p>	En cours
<p>4. Insuffisance au niveau du suivi des données par les administrations publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous recommandons que la DNI prenne les dispositions nécessaires sur le plan organisationnel et informatique pour assurer l'exhaustivité de leurs déclarations pour les prochains exercices. 	<p style="color: blue;">Rencontre CP et DNI pour mesures organisationnelles et informatiques à prendre pour l'exhaustivité des déclarations de prochains exercices</p>	En cours
<p>5. Non soumission des déclarations certifiées</p>	<p>Dans le cadre de la mission de conciliation des paiements et des recettes extractives de 2012, toutes</p>	oui

<ul style="list-style-type: none"> - Nous recommandons au Comité de Pilotage de prendre les mesures nécessaires afin de pallier à cette insuffisance par : <ul style="list-style-type: none"> o la sensibilisation des parties prenantes à l'importance de ce volet dans le processus ITIE o la fixation d'un délai raisonnable pour la certification des données. 	les sociétés et administrations publiques sollicitées ont soumis des formulaires de déclaration certifiés.	
<p>6. Retard dans la soumission des déclarations de paiements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous recommandons pour les exercices futurs d'œuvrer pour une meilleure implication des parties prenantes dans l'exercice de réconciliation à travers : <ul style="list-style-type: none"> o la communication sur la mission de réconciliation et sur son calendrier indicatif préalablement à son lancement o la fixation d'un calendrier détaillé des différentes étapes du processus de réconciliation des flux de paiements. Ce calendrier doit fixer des délais raisonnables pour la préparation des données et le dépôt des déclarations et ne doit pas être concomitant avec les périodes des arrêtés de comptes des sociétés extractives ; o la nomination d'un responsable chargé de l'élaboration des déclarations des paiements et le suivi des travaux de justification et de réconciliation. Ce responsable sera le vis-à-vis direct de l'équipe chargée des travaux de réconciliation; o la préparation d'un dossier ITIE au sein de chaque entité comportant tous les détails des montants déclarés, pièces justificatives et toute autre information utile aux travaux de réconciliation. 	Les parties prenantes retenues dans le périmètre de conciliation en 2012, ont soumis les formulaires de déclaration à temps. Seules certaines sociétés et administrations nouvellement retenues ont accusé du retard dans la transmission des formulaires de déclaration.	En cours
<p>7. Absence de justificatifs des paiements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous recommandons que tout paiement effectué par les sociétés extractives doit systématiquement faire l'objet d'une quittance émise par l'administration compétente et que ces quittances devraient être archivées et mises à disposition dans le dossier à préparer par chaque entité à l'occasion des travaux annuels de réconciliation ITIE. 	Toutes les sociétés, ont été en mesure de présenter les quittances demandées, dans le cadre des travaux de conciliation à l'exception de la CBG qui n'a pris possession de ses quittances à la DNI.	En cours
<p>8. Absence d'une base de données des entreprises opérant dans le secteur minier</p>	Le Secrétariat Exécutif a collecté plusieurs documents juridiques (conventions, lois, chiffres nationaux et statistiques). Toutefois, ces documents	En cours

<ul style="list-style-type: none"> - Nous recommandons qu'une base de données soit tenue au niveau du Secrétariat de l'ITIE comprenant toutes les informations relatives aux entreprises opérant dans le secteur minier. Cette base de données doit être mise à jour au moins une fois par an. 	<p>et données ne sont pas archivés adéquatement et ne sont pas, automatiquement, mises à jour.</p> <p>Elaboration des TDR par le SE pour la mise en place d'une base des données ITIE et du secteur minier Recrutement du consultant et élaboration de la base de données</p>	
<p>9. Traitement des opérations financières avec les sociétés extractives</p> <ul style="list-style-type: none"> - Afin d'améliorer la transparence de ces flux, nous recommandons de mener une réflexion sur : <ul style="list-style-type: none"> o Les moyens pour éviter toute interférence de ces opérations dans le processus de détermination des revenus du secteur extractif ; et o L'opportunité d'inclure ces opérations en tant qu'informations extra réconciliation dans le rapport ITIE afin de donner une information sur la nature et les conditions des engagements pris par l'Etat avec les sociétés extractives. 	<p>En 2012, les sociétés et administrations ont procédé à la déclaration des paiements nets. Ainsi, les opérations financières n'ont pas apparues sur les formulaires de déclarations des sociétés. Toutefois, lors des travaux de cadrage, nous avons relevé l'existence de plusieurs opérations financières entre l'Etat et la CBG et qui ont été imputées sur les loyers des infrastructures.</p>	En cours
<p>10. Prise en compte du secteur artisanal dans le périmètre de réconciliation ITIE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous recommandons pour les exercices futurs d'intégrer dans l'étude de cadrage une analyse détaillée des problématiques posées par le secteur artisanal et de définir les modalités pratiques de prise en compte des parties prenantes à ce secteur dans le référentiel ITIE compte tenu de la matérialité et des problématiques identifiés. 	<p>Tous les comptoirs d'achat d'or et de diamant dont les paiements dépassent le seuil de matérialité sont inclus dans le référentiel ITIE.</p>	oui

ANNEXE 4: Liste de Recommandations de Validateur (rapport de validation 2012)

Recommandations	Statut/Action
<p>Exigence 1</p> <p>R1 - Réaffirmer régulièrement le soutien des pouvoirs publics à l'ITIE</p>	<p>Les pouvoirs publics réaffirment régulièrement leur soutien à l'ITIE notamment à l'occasion de la visite du Secrétariat International de l'ITIE en décembre 2012 et du Conseil d'Administration de l'ITIE Internationale en Octobre 2013.</p>
<p>Exigence 2</p> <p>R2 - Veiller à ce que chaque organisation nomme son représentant au Comité de Pilotage</p>	<p>Voir lettres de désignation des représentants des parties prenantes au Comité de Pilotage.</p>
<p>Exigence 4</p> <p>R3 - Garantir une tenue régulière du Conseil de Supervision</p> <p>R4 - Renforcer les moyens humains, matériels et financiers du Secrétariat Exécutif</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le Conseil de Supervision se tient annuellement depuis l'avènement de la 3^{ème} République. - Programmer une réunion du Conseil de supervision, suite à la publication des rapports 2011 et 2012 et pour l'approbation du budget 2014. - l'ITIE n'a pas de problèmes financiers. L'équipe du SE doit être renforcée par le recrutement d'un spécialiste en suivi-évaluation pour appuyer le comité du même nom. Il est utile d'avoir également un statisticien qui pourra s'occuper de la collecte des revenus ainsi que de la base des données ITIE.
<p>Exigence 5</p> <p>R5 - Veiller à approuver formellement les décisions importantes du Comité de Pilotage</p> <p>R6 - Veiller à assurer une large communication des documents constitutifs de l'Initiative</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le CP doit se conformer à ses statuts et règlement intérieur. Il doit tenir 4-6 sessions du CP et 1 session du CS. Ces réunions doivent être sanctionnées par un PV signé du Président et du rapporteur. - Les PV et tous les autres documents de l'ITIE sont disponibles sur le site WEB de l'ITIE et transmis à tous les membres. - L'ITIE bénéficie de l'appui de la BAD et de la BM pour les années 2014 et 2015. Le Gouvernement a mis une subvention en 2013 d'un montant de 637.000 USD pour la mise en œuvre et la validation. - Les activités non complétées en 2013, le seront au 1er trimestre de

R7 - Assurer et pérenniser le financement de l'Initiative nationale R8 - Achever la mise en œuvre complète des actions prévues au plan de travail ITIE	l'année 2014.
Exigence 6 R9 - Enrichir les procès verbaux du Comité de Pilotage du contenu des débats	Les PV du CP reflètent bien les points de vue des parties prenantes.
Exigence 8 R4 - Renforcer les moyens humains et financiers du Secrétariat Exécutif R7 - Assurer et pérenniser le financement de l'Initiative nationale	Voir R4 et R8 plus haut
Exigence 9 R9 - Enrichir les procès verbaux du Comité de Pilotage du contenu des débats R10 - Réaliser une étude pour justifier du (des) seuil(s) de matérialité des futures réconciliations R11 - Réaliser une étude pour justifier du périmètre des entreprises et des flux R12 - Ajouter une ligne "Autres paiements significatifs" dans les formulaires de déclarations des futurs rapports de conciliation	Une étude de cadrage a été réalisée par le Cabinet Moore Stephens en 2013. Cette étude a permis au CP de définir un seuil de matérialité, les entreprises et les administrations couvertes ainsi que les écarts admissibles. La ligne « autres paiements significatifs » a été ajoutée dans le formulaire de déclaration présenté par le Cabinet Moore Stephens
Exigence 10 R5 - Veiller à approuver formellement les décisions importantes du Comité de Pilotage	Voir R5 plus haut. Les décisions et recommandations importantes sont prises lors des réunions du CP et sont mentionnées dans les différents PV.
Exigence 11	Les ateliers de sensibilisation des administrations et des entreprises sont prévus dans le plan d'actions 2014 et 2015.

R13 - Continuer à sensibiliser les entreprises et les administrations	
Exigence 12 R14 - Veiller à obtenir des formulaires de déclarations des entreprises attestés par les auditeurs externes lors des futures réconciliations	Pour les exercices 2011 & 2012, toutes les entreprises ont fourni des formulaires audités et certifiés par les Commissaires aux comptes.
Exigence 13 R15 - Veiller à obtenir des formulaires de déclarations des administrations attestés par des auditeurs indépendants lors des futures réconciliations	Pour les exercices 2011 & 2012, toutes les administrations ont fourni des formulaires audités et certifiés par l'Inspection Générale des Finances suite à la demande du CP en accord avec le Secrétariat International de l'ITIE.
Exigences 14&15 R16 - Veiller à prévoir le temps nécessaires aux processus de réconciliation	Un temps acceptable a été prévu pour la réconciliation des données concernant les exercices 2011 et 2012. Il en sera de même pour l'exercice 2013.
Exigence 16 R17 - Veiller à ne pas compenser les écarts positifs et les écarts négatifs des données déclarées R18 - Veiller à demander au conciliateur de vérifier la justesse du périmètre et du seuil de matérialité définis par le groupe multipartite	Voir rapports 2011 & 2012
Exigence 17	CP à suivre

R16 - Veiller à prévoir le temps nécessaires aux processus de réconciliation	Il est envisagé de recruter à temps le Conciliateur et veiller au respect du chronogramme élaboré pour la réalisation des rapports.
<p>Exigence 18</p> <p>R19 - Finaliser la dissémination des rapports ITIE 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010</p> <p>R20 - Elaborer une base de données ITIE</p> <p>R21 - Elaborer une base de données pour le secteur minier</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010 ont été disséminés pour la première étape durant la période allant du 27 Juillet 2012 au 03 Août 2012 et celle de la 2^{ème} étape du 15 Août 2012 au 24 Août 2012. Elle a concerné 8 préfectures minières. - Elaboration d'une base de données ITIE et du secteur: L'ITIE devra recruter un consultant pour le faire. Auparavant, il devra élaborer les TDR pour ce travail.

LISTE DES ABREVIATIONS

AM	Assemblée Nationale
ANAIM	Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières
BAD	Banque Africaine de Développement
BAFMP	Brigade Anti-Fraude des Matières Précieuses
BC	Bon de Commande
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BIC	Bénéfice Industriel et Commercial
BNE	Bureau National d'Expertise
BND	Budget National de Développement
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CA	Conseil d'Administration
CAF	Valeur Coût, Assurance, fret
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
CBK	Compagnie des Bauxites de Kindia
CFU	Contribution Foncière Unique
CGI	Code Général des Impôts
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CNT	Conseil National de la Transition
CP	Comité de Pilotage
CPDM	Centre de Promotion et de Développement Minier
CPP	Contrat de Partage de Production
CR	Commune Rurale
CS	Conseil de Supervision
DD	Droits de Douane
DFE	Droit Fiscal d'Exportation
DFI	Droit Fiscal d'Importation

DGD	Direction Générale des Douanes
DNDIP	Direction Nationale de la Dette et des Investissements Publics
DNI	Direction Nationale des Impôts
DNM	Direction Nationale des Mines
DNPEIP	Direction Nationale du Patrimoine de l'Etat et des Investissements Privés
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAD	Fonds Africain de Développement
FD	Formulaire de Déclaration
FIM	Fond d'Investissement Minier
FOB	Sans Frais à Bord (Free on Board)
GNF	Franc Guinéen
Ha	Hectare
IDA	Association Internationale pour le Développement
IGF	Inspection Générale des Finances
IS	Impôts sur les Sociétés
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
KGNF	Millier de franc Guinéen
KUSD	Millier de dollar Américain
MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MMG	Ministère des Mines et de la Géologie
PTB	Plan de Travail et Budget
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-Verbal
RTS	Retenue sur traitements et Salaires
SAG	Société Ashanti Goldfield
SE	Secrétariat Exécutif

SI	Secrétariat International
SEMAFO	Société d'Exploitation Minière d'Afrique de l'Ouest
SMD	Société Minière de Dinguiraye
SNIM	Société Nationale des Infrastructures Minières
SOGUIPAMI	La Société Guinéenne du Patrimoine Minier
Sté	Société
TA	Taxe d'Apprentissage
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
TDR	Termes de Référence
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TV	Télévision
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VF	Versement Forfaitaire